
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 8 (1980)

DOI: 10.11588/fr.1980.0.50445

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Unternehmer, wobei der Vf. nicht von »Paternalismus« spricht, sondern von »patronage« als ihrem herausstechenden Charakterzug. Dagegen kommt ganz gut heraus, warum die Arbeiterbewegung so große Schwierigkeiten hatte, sich zu organisieren (Bündnis Kirche-Unternehmer; die Bedeutung nationaler Positionen, die sich stärker als soziale Gegensätze erwiesen; die Verwurzelung der Arbeiter mit dem Boden; die Rolle der italienischen Einwanderer, die zur Heterogenität und Instabilität der Arbeiterschaft beitrugen).

Handelte es sich bislang vornehmlich um eine systematisch-strukturelle Analyse, bemüht sich der Vf. im dritten Buch darum, die spezifische Form der »friedlichen Osmose« (S. 459), der »Koexistenz« der beiden Zivilisationen seit Beginn des 20. Jh. nachzuzeichnen. Die Abschwächung der Notabelnherrschaft durch die politischen Parteien (Durchbruch des Zentrums ab 1907), die Debatte um die Verfassung von 1911, die Renaissance eines sprachlich-kulturellen profranzösischen Nationalismus im Zusammenhang mit der Verschlechterung der deutsch-französischen Beziehungen, die Antwort einer verschärften Germanisierungspolitik insbesondere unter der Militärdiktatur 1914/18 – alles dies zeigt noch einmal die Ambivalenz sowohl der deutschen Politik zwischen einer »weichen« und einer »harten« Methode wie auch der Reaktionen der Einheimischen. Ökonomische Integration bedeutete nicht automatisch die Übernahme politischer und nationalistischer Positionen; die Akzeptierung der Tatsachen förderte nicht naturnotwendig die Germanisierung. Was immer geschah: nach 1918 war und blieb nach Meinung des Vfs. Lothringen anders als Frankreich.

So scheint sich die Vorsicht des Urteils aus der Zwiespältigkeit der Realität zu ergeben. Insofern ist dem Vf. durchaus zuzustimmen. Dennoch bleiben trotz oder vielleicht gerade wegen der Masse an Details die Konturen des »lothringischen Patriotismus« als der zentralen analytischen Kategorie undeutlich. Lieferte er die ideologische Grundlage für eine Politik der »Autonomie« und worin bestand diese? Auch Ziele und Methoden der Germanisierungspolitik werden zu stark an den ausführenden Personen exemplifiziert. Was fehlt, ist der Zusammenhang zwischen den einzelnen Ebenen der Analyse, der nur durch so etwas wie eine Theorie der lothringischen Gesellschaft hätte hergestellt werden können. Der Versuch zumindest, so schwierig er auch sein mag, hätte die Mühe gelohnt und die Aussagen in der Bilanz präzisiert. Schließlich verwundert es, wenn der Vf. die grundlegende Frage nicht stellt, ob eine Koexistenz zweier Zivilisationen angesichts des machtpolitischen Antagonismus zwischen Deutschland und Frankreich überhaupt auf Dauer möglich gewesen wäre.

Gilbert ZIEBURA, Braunschweig

George F. KENNAN, *The Decline of Bismarck's European Order. Franco-Russian Relations, 1875–1890*, Princeton (University Press) 1979 466 p.

Un livre bien décevant. Malgré les recherches que l'auteur a effectuées dans les archives des différentes puissances européennes, il ne nous révèle rien d'essentiellement nouveau, ne soit-ce que l'activité de certaines personnes jusqu'ici peu connue. Pour notre part nous voyons dans l'ouvrage trois défauts majeurs:

1. Il traite pour la plupart les relations officielles entre la France et la Russie, c'est à dire tout d'abord les rapports entre les gouvernements. C'est donc une histoire diplomatique dans le style traditionnel, un peu dépassé aujourd'hui. Le rôle des personnalités est trop mis en relief et certaines intrigues sont décrites avec beaucoup de détails; l'auteur y attribue une importance exagérée. Il ignore apparemment l'»Histoire des Relations Internationales« qu'a développée l'École de Pierre RENOUVIN et J. B. DUROSELLE en France. Il parle à peine des »forces profondes« qui déterminent ces relations: les facteurs économiques, sociaux, géographiques,

stratégiques, psychologiques, la situation politique intérieure des pays, les mentalités collectives et les grands courants de l'opinion publique. Les quelques fois qu'il y touche, son approche manque d'analyse approfondie. Ainsi le rôle de l'opposition à la politique gouvernementale est réduit à l'action des quelques-uns de ses porte-parole. Les partis politiques et la grande presse ne sont pas étudiés du tout. Quand il parle des emprunts russes accordés par la France à partir de 1887, il les décrit essentiellement comme des opérations bancaires et boursières sans parler des grandes lignes de la politique française d'investissement ni des besoins économiques de la Russie.

2. Le livre est consacré presque uniquement à la politique de la France et de la Russie. Naturellement, l'auteur ne peut pas éviter de parler de l'Allemagne, notamment de Bismarck et à la fin de Guillaume II. Mas même l'Autriche, sauf quelques faits de sa politique balkanique est très peu traitée. L'Italie, pourtant membre de la Triplice, n'est pas mentionnée du tout et l'Angleterre très brièvement, juste deux fois à la fin (pp. 400 et 401). On connaît pourtant tout l'impact de la politique britannique sur le continent européen. En outre, aucune allusion n'est faite à l'impérialisme outre-mer qui était le fait politique prédominant du dernier quart du XIX^e siècle. M. Kennan ne parle ni de l'expansion coloniale française en Afrique ni des aspirations russes en Asie qui ont eu des répercussions considérables sur la politique générale des deux puissances. La description de l'époque est donc étroite et unilatérale, elle ne rend pas compte de l'ensemble de l'évolution et des événements.

3. Le livre manque d'objectivité. Il insinue très nettement – les volumes suivants que l'auteur s'apprête à écrire le diront peut-être ouvertement – que la Double Alliance est la cause principale de la Première Guerre Mondiale. Il parle de l'euphorie délirante des masses dans les rues des capitales européennes en 1914 pour ajouter (p. 6): «Nulle part l'euphorie sus-mentionnée fut plus frappante qu'en France et en Russie» et pour évoquer «l'enthousiasme hystérique des masses» lors des visites des flottes française et russe à Kronstadt et à Toulon en 1891/93. Il oublie que l'enthousiasme des masses allemandes en juillet-août 1914 était suffisamment fort pour impressionner et entraîner les chefs sociaux-démocrates. – M. Kennan utilise les épithètes «nationaliste» et «chauvin» uniquement pour la France et la Russie. Pourtant, en Allemagne la «Ligue pan-germaniste» et d'autres associations extrémistes allaient bientôt naître et l'Angleterre devait connaître l'emportement des foules au moment de la Guerre des Boers – pour ne pas parler du reste. De même, l'auteur mentionne avec détails certaines intrigues russes et françaises (telle l'affaire des faux documents concernant l'appui donné par Bismarck au Prince Ferdinand de Bulgarie en 1886/87). Est-ce que Bismarck – dont la grandeur comme homme d'État n'est pas en cause – n'agissait pas avec une extrême duplicité en 1887 lorsque il encourageait les accords méditerranéens entre l'Angleterre, l'Autriche et l'Italie dirigés contre la Russie (aussi contre la France) et en même temps conclut le Traité de Réassurance avec la Russie? – Un autre remarque contestable s'applique à l'Alsace Lorraine (p. 412). Prétendre que la population de ces provinces dans l'ensemble ne regrettait pas leur annexion à l'Allemagne et ne se sentait pas liée à la France va à l'encontre de tous les témoignages contemporains les plus évidents.

L'auteur nous dit (p. 3) que la première idée de ce livre lui est venue lors de son séjour en Allemagne (et dans les pays Baltes) dans les années vingt. Il est à craindre que l'atmosphère revancharde qui y régnait pendant la République de Weimar ne l'ait influencé dans son jugement.

Nous nous contentons de ces quelques exemples et considérations pour montrer l'insuffisance, à notre avis, de ce livre. Même comme histoire diplomatique classique l'ouvrage de l'historien américain William L. LANGER «European Alliances and Alignments 1871–1890»¹

¹ New York ed. Alfred Knopf, 2^e ed. 1950

qui date de plus de trente ans lui est très supérieure. La même époque est traitée du point de vue de la nouvelle école de l'Histoire des Relations internationales dans l'excellent ouvrage de René GIRAULT »Diplomatie européenne et impérialismes 1871-1914«² dont le lecteur tirera le plus grand profit.

Charles BLOCH, Paris

Gerd KRUMEICH, *Aufrüstung und Innenpolitik in Frankreich vor dem ersten Weltkrieg. Die Einführung der dreijährigen Dienstpflicht 1913-1914*, Wiesbaden (Franz Steiner), 1980, 297 pp. (Veröffentlichungen des Instituts für europäische Geschichte Mainz, 96).

L'auteur, élève de Wolfgang Mommsen et de Karl Otmar von Aretin, reprend l'étude d'un épisode classique de la préparation à la guerre de 1914. A la suite des travaux allemands qui, depuis vingt ans, ont voulu expliquer la politique extérieure du II^e Reich par des mobiles de politique intérieure, il s'est demandé ce qu'il en était en face. Il s'est donc intéressé à l'âpre débat de 1913 sur la loi militaire des trois ans. Jaurès à l'époque et depuis lors toute une lignée d'auteurs français, jusqu'à Madeleine REBÉRIOUX dans sa »République radicale« de 1975, y ont vu une opération politique liée au regroupement nationaliste qu'illustre l'élection de Poincaré à la présidence de la République. Gerd Krumreich s'est efforcé d'éviter tout préjugé, il connaît l'abondante bibliographie du sujet et il y a ajouté le dépouillement de nouvelles sources: notamment des procès-verbaux du Conseil supérieur de la Guerre, des papiers d'Etienne, de Reinach et de Guesde, des notes journalières de Poincaré lui-même (dont les mémoires publiés ultérieurement diffèrent sensiblement). L'information apparaît sûre dans l'ensemble (hors une confusion, p. 99, entre la composition des conseils généraux et celle des collèges sénatoriaux). L'auteur tire de son enquête une thèse personnelle qu'il formule avec vigueur dans son introduction et dans sa conclusion. On peut trouver toutefois que la justification des ses idées dans le corps du livre reste un peu courte: on souhaiterait souvent des développements plus nourris sur les noeuds de la démonstration.

Son apport le plus intéressant concerne les intentions réelles de l'état-major français, telles qu'elles furent exprimées en confidence au Conseil supérieur de la Guerre le 4 mars 1913. L'auteur est convaincant quand il relie la modification de la loi de recrutement à l'adoption du fameux »plan XVII« par le nouveau généralissime désigné Joffre: pour passer rapidement à l'offensive, comme y pousse la doctrine des Jeunes Turcs animée par le colonel de Grandmaison, il faut pouvoir engager des forces d'active suffisamment importantes. Or l'avantage numérique que l'Allemagne doit à sa population très supérieure se consolide à ce moment, une loi accroissant les effectifs de l'armée active par une incorporation plus complète: le déséquilibre sera de 870 000 hommes contre 480 000. Une partie des unités allemandes sont certes affectées au front oriental mais à cet égard il est vital d'obtenir une offensive concertée de l'allié russe, pour alléger la pression de l'adversaire commun. La solidarité s'étant affaiblie depuis quelques années, il apparaît nécessaire de manifester sa résolution avec éclat, pour dominer les réticences de Saint Pétersbourg. La loi de trois ans s'insère dans ces perspectives d'ensemble: si le total des effectifs disponibles après mobilisation ne changera pas, la part des unités d'active au premier jour (complétée immédiatement par des réservistes locaux) sera nettement augmentée. Il ne s'agit pas seulement de »couverture«; ainsi, dit Joffre, »nos unités auront évidemment une puissance offensive considérable«.

Les hommes politiques s'inquiètent cependant de la manière dont on pourra faire accepter la

² Ed. Masson, Paris-New York-Barcelone-Milan, 1979.